

Pour accompagner son programme en République démocratique du Congo, *Action de Carême Suisse* recherche à mandater un·e consultant·e ou un consortium de consultant·e·s

Entre 220 et 350 jours sont requis annuellement pour effectuer ce mandat, qui peut être effectué par une ou plusieurs personnes, avec des responsabilités bien définies. Le mandat est attribué sur base de contrats annuels renouvelables. Une collaboration de longue durée est souhaitée.

Idéalement, le début du mandat est prévu au 1^{er} janvier 2022, avec une phase préalable de formation et de passation des dossiers entre novembre et décembre 2021 (selon accord).

Qui nous sommes

Action de Carême (AdC)/Fastenopfer est l'œuvre d'entraide des catholiques en Suisse. Elle est actuellement engagée avec des programmes dans 14 pays d'Asie (4), d'Afrique (6) et d'Amérique latine (4), pour un budget annuel de CHF 22 millions environ financé par une Campagne œcuménique annuelle, des donations privées et des soutiens institutionnels, en particulier la Direction du développement et de la coopération (DDC) du gouvernement suisse. Son objectif premier est d'éradiquer ou de prévenir la faim, de réduire la pauvreté et de garantir l'accès aux ressources. Ses projets de développement visent à permettre aux personnes concernées de façonner leur propre vie et d'impulser des processus de transformation au niveau local et régional.

Dans les pays d'intervention, AdC coopère avec des organisations partenaires locales dans une perspective à long terme. Cette coopération est gérée conjointement par des responsables de programme basé·e·s en Suisse et par des unités de coordination nationale.

En République démocratique du Congo, AdC accompagne treize organisations, actives dans la sécurité alimentaire (10) ou dans la thématique des ressources naturelles (3), situées au Kwilu, au Kasai Central, au Sankuru et au Katanga. Le budget annuel est d'environ USD 900'000.

Dans le programme pays 2017-2024, AdC définit son orientation sur le droit à l'alimentation à travers les stratégies suivantes :

- Améliorer et accroître les techniques de production agro-pastorales, en particulier l'usage des savanes, la pratique de la pisciculture, les pratiques culturelles agroécologiques, productives et préservatrices de forêts, ainsi que l'usage des semences locales de qualité et adaptées aux changements climatiques.
- Renforcer la mutualisation au sein et entre les groupements de solidarité pour la gestion des risques sociaux et économiques.
- Faire participer les hommes et les femmes organisés en groupement de solidarité dans les réseaux de défense d'intérêt pour améliorer les droits des paysan·ne·s.

Quant à son orientation sur l'économie durable, AdC la définit autour d'un monitoring durable des activités d'extraction des ressources naturelles, d'une appropriation de cette thématique par les communautés locales et d'un plaidoyer fort en faveur des droits des communautés à un environnement sain. Finalement, l'équilibre entre le genre et la gestion des conflits sont au cœur de toute la stratégie menée par AdC en RDC.

Responsabilités :

Accompagner les organisations partenaires (OP):

- Accompagner les OP et renforcer leurs capacités dans tous les aspects de leurs activités.
- Donner un appui pour la planification et mise en œuvre des projets en orientant sur les résultats, et assurer le suivi du système de monitoring pour le Programme pays
- Donner un appui méthodologique pour les méthodes de formation et d'accompagnement des familles paysannes
- Accompagner les OP en matière de collaboration avec les groupes de base et de promotion des démarches d'autonomisation ; garantir la prise en compte du genre et l'implication des jeunes dans les activités des projets
- Donner une perspective externe et conseiller les OP sur des aspects agronomiques. En particulier concernant les cultures associées et résistantes, production de compostes et moyens répulsifs naturels, adaptation aux changements climatiques, agroforesterie et reboisement, jardins en cultures maraîchères, production et stockage des semences, gestion des risques divers.
- Accompagner les OP sur des questions relatives aux caisses de solidarité, défense des droits des paysan·ne·s, équilibre de genre, gestion des conflits.
- Préparer et assurer au moins une visite par année de chaque OP.

Superviser les OP :

- Assurer que les projets sont mis en œuvre selon les documents de projet, le programme par pays et les directives d'AdC.
- Suivre les activités conformément aux critères des programmes par pays et des documents des projets.
- Vérifier que les informations dans les rapports reflètent la réalité et que les activités sont réalisées d'une manière consciente des coûts et en ligne avec les budgets accordés.
- Assurer le suivi des audits réalisés annuellement sur les OP, en particulier des recommandations émises lors de ces audits.

Communication entre les OP et AdC :

- Analyser et commenter les documents soumis par les OP (demandes de projets, rapports narratifs) pour assurer leur qualité. Accompagner les OP pour l'amélioration des documents et soumettre des versions revues à la chargée de programme (CP).
- Monitoring : Appuyer les OP pour la collecte des données pour les indicateurs définis au niveau du programme par pays. Assurer la qualité et compiler les données au niveau du programme.
- Assurer la circulation de toutes les informations entre les OP et la CP, et vis-versa.
- Contribuer à organiser un atelier annuel avec les OP et la CP (généralement en début d'année).

Appui administratif aux OP :

- Accompagner les OP dans l'élaboration des documents (demandes de projets, budgets, rapports narratifs et financiers).

- Appuyer les OP pour améliorer leurs capacités en gestion financière.
- Appuyer les OP pour améliorer leurs capacités d'utilisation des outils bureautiques (Excel, Word...).

Réseautage :

- Représenter AdC dans les réseaux pertinents dans le pays (y compris auprès des représentants de l'Église catholique).
- Garder le contact avec d'autres organisations nationales et internationales dans le pays.
- Faire remonter les informations pertinentes en vue de leur exploitation (notamment formations et rencontres pertinentes, changements législatifs ou évolution politique, opportunités de financement, etc.).

Compétences techniques souhaitées :

- Licence en Science de l'agronomie ou formation/expérience équivalente.
- Au moins cinq (5) années d'expérience dans un poste similaire, idéalement en RDC.
- Expérience à effectuer des mandats comme consultant-e.
- Expériences de travail dans des projets de développement avec des aspects de formation et d'accompagnement des familles paysannes et groupements paysans.
- Compétences prouvées dans un ou plusieurs des aspects suivants : cultures associées et résistantes, production de compostes et moyens répulsifs naturels, adaptation aux changements climatiques, agroforesterie et reboisement, pisciculture, jardins en cultures maraîchères, production et stockage des semences, gestion des risques divers.
- Compétences ou intérêt dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : caisses de solidarité, défense des droits des paysan-ne-s, ressources naturelles, gestion des conflits, genre.
- Solide compétence en gestion de cycle de projet, familiarité avec les instruments comme le cadre logique, système de monitoring, formulation et recensement des indicateurs.
- Adhésion à l'approche du genre et une bonne vision sur l'intégration des jeunes dans le développement.
- Compétences en comptabilité et excellente connaissance en utilisation des programmes MS-Office.

Autres compétences :

- Méthode de travail autonome, bonnes capacités de travail en équipe
- Forte capacité de planification et d'organisation
- Sens élevé des responsabilités
- Intégrité, franchise, loyauté et culture de confidentialité
- Communication claire et ouverte
- Excellente capacité de communication écrite et orale en français, et idéalement du lingala, du tshiluba, de l'olotela ou du kikongo
- Santé robuste et bonne aptitude physique

Des postulations par des consultantes féminines sont hautement encouragées.

Conditions de travail :

Durée du contrat : un an, renouvelable. AdC signera le contrat avec le ou la consultant·e principal·e, qui se chargera de faire les accords avec les éventuels autres membres de l'équipe.

Mandat basé à Kinshasa, avec environ 50-60 jours annuels en déplacement, pendant des périodes consécutives de 6 à 20 jours environ.

Sur le terrain, logement dans des conditions simples, et trajets à effectuer parfois sur des routes en mauvais état ou en moto.

Visite en Suisse tous les 2 ans pour une rencontre avec les coordinateurs et coordinatrices des autres programmes pays, et autres opportunités de formation.

Comment postuler :

Documents à soumettre pour la candidature:

1. Lettre (max. 2 pages) qui réponde aux questions suivants :

- Motivation et expertise pour le mandat en question
- Approche proposée pour effectuer le mandat, en particulier concernant le renforcement des capacités des OP
- Composition de l'équipe, distribution des tâches, expertises des personnes impliquées
- Autres mandats éventuellement en cours, surtout concernant les mandats de longue durée

2. Une offre financière avec les détails suivants

- Consultant·e principal·e : nombre de jours par an nécessaire pour assurer le mandat et rémunération journalière *
- Eventuel·le·s consultant·e·s additionnel·le·s : nombre de jours par an nécessaire pour assurer le mandat et rémunération journalière *
- Montant total annuel de l'offre en USD

** La rémunération forfaitaire doit inclure les frais de location, de maintenance et d'équipement d'un bureau, les frais de communication et les frais de déplacement à l'intérieur de Kinshasa. Les assurances sociales, les taxes, les frais bancaires, etc. doivent être prises en charge par le/la consultant·e et intégrées à ce calcul. Lors des déplacements hors de la capitale pour les visites des organisations partenaires, les coûts effectifs sont remboursés en plus des taux journaliers des consultant·e·s (réclamation d'un per diem impossible).*

	Nombre de jours de travail prévus par an	Rémunération forfaitaire* par jour de travail, frais accessoires compris (en USD)	Total (en USD)
Consultant·e principal·e (Coordinateur/Coordinatrice)			
Consultant·e 2 (si applicable)			
Consultant·e 3 (si applicable)			
Total de la rémunération par an			

- 3. CV du/de la consultant·e principal·e et des autres membres de l'équipe**
- 4. Deux références** récentes liées à des précédents mandats ou emplois, qui pourront être contactées dans un stade ultérieur du processus de recrutement.

Informations utiles : Concernant *Action de Carême*, visitez le site www.actiondecareme.ch

Seuls les dossiers complets et répondants à l'offre seront considérés. Ils sont à envoyer à l'adresse crittin@fastenopfer.ch, avec sujet « offre de mandat RDC », **d'ici au 6 septembre 2021.**

En cas de questions plus spécifiques sur ce mandat, vous pouvez les adresser à crittin@fastenopfer.ch.